

Une occasion de renforcer cette image du Canada se présentera du 22 octobre au 2 novembre, avec la visite au Canada de la Mission japonaise d'étude des investissements. Cette mission a été mise sur pied par le ministère japonais du Commerce international et de l'Industrie et la Fédération des organisations économiques du Japon ("la Keidanren") pour examiner les perspectives économiques du Canada suite à la signature de l'Accord de libre-échange avec les États-Unis. Elle sera dirigée par M. Shinroku Morohashi, président de la société Mitsubishi et vice-président du Comité économique Japon-Canada de la Keidanren.

La sécurité d'accès aux marchés a toujours été une importante considération dans les décisions des firmes japonaises de s'implanter en Amérique du Nord. L'élargissement de l'accès du Canada au vaste marché américain grâce à l'Accord de libre-échange aura une grande incidence sur l'évolution des investissements japonais au Canada, qui demeurera un lieu d'investissement intéressant pour les Japonais en raison de la disponibilité des ressources, du faible prix de l'énergie, des coûts de main-d'oeuvre concurrentiels, de la productivité et de la qualité de vie.

### **Relations financières**

Depuis 1984, le Japon revendique le gros des apports nets de capitaux au Canada. Le Japon est depuis 1982 le plus important bailleur de fonds à l'échelle internationale et il est ainsi devenu la première nation créditrice du monde.

En 1988, les apports nets de capitaux japonais au Canada se sont chiffrés à 3,3 milliards \$ (les apports nets de tous les pays se sont chiffrés à 11,7 milliards \$). Le Japon est le plus important acheteur d'obligations.

Les apports de capitaux japonais ont été encouragés par les écarts relativement importants que présentent les taux d'intérêt pratiqués au Canada, ainsi que par les évaluations favorables qu'ont faites les investisseurs japonais de notre économie. Les émissions en dollars canadiens constituent une part importante des titres en devises étrangères détenus par les grandes compagnies d'assurance et sociétés de placement du Japon.

Depuis 1981, six banques canadiennes (la Banque de Montréal, la Banque de Nouvelle-Écosse, la Banque de commerce canadienne impériale, la Banque nationale, la Banque Toronto-Dominion et la Banque Royale) ont ouvert des succursales à Tokyo. Quatre grandes maisons canadiennes de courtage -- (Wood Gundy, Richardson Greenshields, McLeod Young Weir et Dominion) ont aussi des bureaux au Japon. Les mesures prises par le Japon pour libéraliser ses relations financières avec d'autres pays comme le Canada et pour faciliter la concurrence dans son secteur financier sont bien accueillies.